

Le président de la Somalie en visite au Canada

Le président de la République démocratique de Somalie, M. Mohamed Siad Barre, a effectué une visite de deux jours au Canada.

Accueilli à son arrivée à Ottawa, le 16 mars, par le gouverneur général du Canada, M. Edward Schreyer, le président Barre a eu des entretiens le jour même avec le premier ministre du Canada, M. Pierre E. Trudeau, ainsi qu'avec des membres du Parlement canadien.

Au cours de ces entretiens, le président Barre a insisté pour que la coopération canadienne soit davantage orientée vers l'assistance technique pour son pays. Outre un projet-pilote d'équipement en télécommunications rurales, la Somalie souhaite voir le Canada participer à un projet d'aménagement d'une rivière de Somalie.

Coopération universitaire

La signature d'un protocole de coopération entre l'Université nationale somalie et l'Université de la Saskatchewan a marqué la visite du président Barre.

Cette entente de collaboration de quatre ans a pour objectif de promouvoir la "somalisation" de l'Université nationale somalie en assurant des cours de formation et de perfectionnement à l'intention des étudiants et des professeurs somalis dans les domaines de l'agriculture, de l'enseignement, de la santé et de la médecine vétérinaire.

L'Agence canadienne de développement international (ACDI) financera les deux tiers de ce projet de plus de \$3 millions.

Relations bilatérales

Les relations entre le Canada et la Somalie étaient, jusqu'à ces dernières années, peu nombreuses. Actuellement, elles portent surtout sur un programme canadien important de secours aux réfugiés et sur un certain nombre de projets de développement plus modestes, la plupart exécutés par des organisations non gouvernementales.

En 1980, des membres du Parlement canadien ont visité la Somalie pour voir par eux-mêmes la nature et l'envergure du problème des réfugiés, conséquence de la campagne de l'Ogaden, ainsi que d'une grave sécheresse qui a frappé le pays.

Le président Barre a rencontré les membres de la presse avant de quitter Ottawa, le 17 mars.

De nombreuses activités marquent le Jour du Commonwealth au Canada



Richard Vroom

Le ministre des Relations extérieures, M. Pierre De Bané (à droite) et le haut-commissaire de la Jamaïque, M. Leslie A. Wilson (au centre) admirent une exposition sur le Commonwealth montée par Mme Peggy Steele (à gauche).

Le Canada a marqué le Jour du Commonwealth, le 8 mars, par un programme varié, tant officiel que privé, qui a débuté la veille du jour même par des services inter-confessionnels à Ottawa, Halifax (Nouvelle-Écosse), Vancouver, Victoria (Colombie-Britannique) et Toronto.

Comme les autres années, les écoles, les bibliothèques, de nombreux autres organismes et les chapitres de la Société royale du Commonwealth ont reçu des affiches et de la documentation destinées à faciliter la planification des événements spéciaux devant marquer le Jour du Commonwealth.

Ce jour, qui n'est pas férié, souligne, par des activités diverses, l'importance qu'accorde le Canada à cette association unique rassemblant 46 pays de toutes dimensions, races et cultures.

L'idée d'un Jour du Commonwealth revient au premier ministre du Canada, M. Pierre Elliott Trudeau. Lors d'une réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth, tenue en 1975 à Kingston (Jamaïque), M. Trudeau proposa qu'une célébration annuelle permette à tous les peuples de cette organisation (et particulièrement aux écoliers) de mieux connaître le Commonwealth par la tenue, dans chaque pays, d'activités appropriées.

"Ce que j'avais alors à l'esprit, c'était que ce jour soit consacré principalement à des fins éducatives, de façon que les pays industrialisés et en développement membres du Commonwealth puissent se renseigner au sujet de celui-ci et de la vie

dans les autres pays membres, et participer ainsi à l'information mutuelle qui constitue un aspect si positif des réunions qui se tiennent à tous les échelons au sein du Commonwealth", déclare le premier ministre du Canada dans une déclaration qu'il a faite à l'occasion du Jour du Commonwealth.

M. Trudeau poursuit: "Nous, Canadiens, avons plus d'une raison d'attacher du prix aux nombreuses formes que revêt notre association avec les gouvernements et les habitants des 46 pays de cette organisation mondiale, qui représente le quart de la population du globe: concertation et consultation politiques, aide technique et multiples autres formes de coopération dans les domaines économique et social en vue du mieux-être collectif.

"Je suis heureux de pouvoir dire que le Canada a aussi pris une part importante à l'amélioration des conditions de vie dans les pays en développement du Commonwealth dans le cadre tant des programmes du Commonwealth que des programmes d'aide bilatérale. La dernière réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth, à Melbourne, a servi de trait d'union utile entre les entretiens relatifs aux problèmes Nord-Sud tenus lors du Sommet économique d'Ottawa, d'une part, et du Sommet de Cancun, d'autre part. Cette réunion a fourni un autre exemple de la capacité des pays du Commonwealth d'aborder d'une manière concertée les problèmes d'envergure mondiale. Il est donc de notre devoir